LE BESOIN DE DISCUTER L'IDENTITÉ CANADIENNE ET LES ENJEUX DE REPENSER NOTRE TRADITION DE DIALOGUE

JOHN MILLOY

John Milloy, ancien député et ministre libéral de l'Ontario, est actuellement directeur du Centre for Public Ethics et professeur adjoint d'éthique publique au Martin Luther University College. Il est également le premier praticien en résidence au département de sciences politiques de l'université Wilfrid Laurier. Il est également chargé de cours dans le cadre du programme de maîtrise de la fonction publique de l'université de Waterloo.

L'important est d'abord de discuter.

Le Canada est confronté à des problèmes majeurs, auxquels il va falloir trouver un moyen pour les résoudre.

L'inflation élevée, la hausse des taux hypothécaires, l'insécurité financière, l'effondrement du système de santé et une guerre apparemment sans issue en Ukraine sont au cœur de l'actualité, tout comme les rapports inquiétants sur l'augmentation de la criminalité dans nos centres urbains. L'accès à la propriété résidentielle, qui constituait une étape traditionnelle de la vie adulte, semble désormais hors de porté pour plusieurs jeunes – bon nombre de Canadiens plus âgés ne saisissent pas l'impact psychologique de cette inaccessibilité.

La menace du changement climatique ne cesse de croître, suscitant une morosité profonde quant à l'avenir de notre planète. Malgré les accords internationaux, les programmes gouvernementaux et les taxes ciblées, les nouvelles concernant le changement climatique ne semblent jamais bonnes.

Il y a ensuite les divisions nationales fondées sur la géographie, la politique, la race, l'ethnicité et la religion : les tensions régionales entre le Québec et

l'ouest du Canada, en particulier l'Alberta ; un discours politique de plus en plus virulent et hyper partisan ; et des appels de plus en plus forts en faveur d'une plus grande inclusion des Canadiens racisés dans la société et du démantèlement de ce que beaucoup considèrent comme un racisme systémique qui prévaut dans notre société. Nombreux sont ceux qui affirment que la réconciliation avec les autochtones se fait à un rythme très lent, tandis que la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie est un sujet qui devrait tous nous préoccuper.

La pandémie n'a certainement pas arrangé les choses. En raison de ce qui semblait être un confinement sans fin, les tensions entre les partisans des mesures de santé publique strictes, y compris l'obligation de se faire vacciner, et leurs détracteurs, ont atteint leur paroxysme au début de l'année 2022. Le « convoi de la liberté » a utilisé une stratégie résolument non canadienne en occupant la colline du Parlement et ses alentours, ce qui a eu pour effet de durcir encore davantage les positions des deux camps.

Le convoi de camionneurs dont les revendications ont été amplifiées aussi bien par les médias traditionnels que par les médias sociaux, a démontré que certains éléments de notre société sont très en colère. Bien que cette rage ne semble pas s'être étendue au-delà de cette minorité, cela ne signifie pas que la plupart des Canadiens ne sont pas frustrés et divisés face à la longue liste de défis auxquels notre pays est confronté.

Ce qui nous ramène à la nécessité du dialogue. Ainsi, le mot dialogue n'est pas utilisé ici comme synonyme de critique de salon ou de lobbying par des jérémiades vis-à-vis de « l'autre camp ». Il s'agit d'œuvrer pour trouver une manière de vivre ensemble qui puisse permettre à tout un chacun de réussir.

Pour répondre aux griefs liés aux questions régionales et identitaires, nous devons mieux nous comprendre. Pour accepter les sacrifices qui doivent être faits pour s'attaquer à des problèmes majeurs tels que le changement climatique, nous devons parvenir à une compréhension complète de nos responsabilités communes. Pour trouver des solutions politiques à des questions complexes telles que l'inégalité des revenus, nous devons recueillir les meilleures idées et accepter le fait qu'aucun camp n'a le monopole de la vérité.

Heureusement, nous sommes une nation « ouverte au dialogue », et c'est un volet important de notre identité commune sur lequel nous pouvons nous appuyer. L'histoire du Canada est une histoire de dialogue. La période qui a précédé la Confédération a été marquée par les efforts déployés par les protestants anglais et les catholiques français pour discuter d'une nation dans laquelle les deux groupes pourraient s'épanouir. La nature religieuse de ce dialogue s'est atténuée au fil des ans et, dans les années 1960, notre dialogue national s'est concentré sur le Québec francophone et le « Reste du Canada » – une discussion qui s'est perpétuée au travers de plusieurs commissions fédérales, l'élection de gouvernements séparatistes au Québec et deux référendums.

Le flux régulier des nouveaux arrivants non européens au Canada et la diversité culturelle croissante de notre population ont permis de mettre l'accent sur le multiculturalisme à partir de la fin des années 1960. Le dialogue s'est concentré sur la manière

dont nous pouvions bâtir un pays où la diversité est acceptée et où les différences culturelles sont prises en compte de manière à ce que, une fois de plus, tout le monde y trouve son compte.

Les populations autochtones du Canada étaient absentes de ce dialogue et ce n'est qu'avec la crise d'Oka, au début des années 1990, que des efforts ont commencé à être déployés pour les inclure dans ce débat. Le rapport de la Commission de vérité et de réconciliation de 2015 ainsi que la découverte par la suite de tombes anonymes sur le site des anciens pensionnats ont permis de placer ce dialogue en tête des priorités et demeure un sujet de préoccupation majeur pour de nombreux Canadiens, bien que les avancées sur ce dossier semblent être très limitées.

Oui, être Canadien, c'est avant tout être ouvert au dialogue et à la discussion. La toile de fond de toutes ces discussions a été la construction d'une nation et nous devrions être fiers du Canada que nous avions bâti, avec toutes ses imperfections.

Mais, ce type de dialogue a-t-il fait son temps ?

Notre débat public devient de plus en plus virulent. Dans le monde de la politique, des médias et de la critique, il semble y avoir moins de place pour la compréhension, le compromis et la volonté d'envisager une situation sous d'autres facettes. La stratégie politique consiste de plus en plus à diviser la population sur des questions épineuses afin de créer une coalition stratégique qui vous permettra d'obtenir suffisamment de sièges à la Chambre des Communes ou au Parlement.

Même si la plupart des Canadiens ont encore des opinions plutôt modérées, nous sommes souvent portés à diaboliser ceux qui ne partagent pas nos points de vue. La notion de pardon est largement absente de notre discours public et la facilité avec laquelle nous nous qualifions mutuellement et dont nous qualifions nos actions de « racistes », de « sexistes » ou de toute autre accusation grave, est plutôt inquiétant.

L'approche canadienne traditionnelle du dialogue pose un autre problème. Elle a généralement été menée par des élites qui ne semblent pas être plus ouverts à des échanges significatifs avec ceux qui ont des opinions opposées. Ces mêmes élites ont également perdu leur crédibilité aux yeux de nombreux Canadiens. Les institutions telles que les gouvernements, les universités, les entreprises et les communautés religieuses sont aujourd'hui perçues par beaucoup avec un certain cynisme et sont souvent considérées comme des résidus du colonialisme, comme étant systématiquement racistes et favorables au statu quo.

Peut-on imaginer qu'une Commission Royale sur l'avenir du Canada puisse réussir dans le climat actuel ?

Vraisemblablement, la solution qui consisterait à faire en sorte que des « Canadiens ordinaires » dialoguent avec des « Canadiens ordinaires » sans l'intervention d'institutions médiatrices en qui personne n'a confiance. Mais, est-ce que cela pourrait fonctionner ?

Certes, les « fausses nouvelles » et notre incapacité à nous entendre sur un ensemble de faits pour orienter nos discussions posent des problèmes majeurs. Mais, le mal est plus profond. Un jour, un collègue

m'a demandé en toute confidence, à propos d'un dialogue interconfessionnel – un excellent exemple de gens ordinaires qui dialoguent avec des gens ordinaires – mais de quoi allons-nous « parler » exactement ?

Mon collègue a soulevé une question importante. Au-delà des obstacles logistiques liés au fait que des « personnes ordinaires » puissent dialoguer avec des « personnes ordinaires », que se diraient-ils les uns aux autres au sujet de leurs divergences sur les questions d'actualité ? Quiconque aurait été déjà témoin d'un souper d'action de grâce gâchée en raison d'un débat opposant à table un « pro-vaccin » et un « antivaccin », et qui pourrait apporter son témoignage à la difficulté de débattre de certaines questions et de trouver ensuite un terrain d'entente.

Enfermer des gens ordinaires dans une pièce et leur dire qu'ils ne peuvent pas en sortir tant qu'ils n'ont pas trouvé un terrain d'entente relève bien souvent du fantasme. Non seulement les problématiques sont souvent techniquement complexes, mais sans une appréciation mutuelle en tant qu'êtres humains dignes de respect, et de comprendre que chacun personne à une histoire distincte, tout cela combiné à une certaine humilité à l'égard de nous-mêmes et de nos opinions, il ne se passera pas grand-chose.

Au lieu de discuter de ces questions, pourquoi ne pas faire en sorte de les résoudre – ensemble?

Cela pourrait sembler banal, malgré cela combien parmi nous n'ont pas été émerveillés par des histoires rapportées par la presse ou des membres d'une mosquée et d'une synagogue qui se ralliés pour participer à l'accueil d'une famille de réfugiés ? Combien de personnes impliquées dans une initiative de bénévolat ont été frappées par la diversité des individus qui y participent ? Quelles que soient leurs différences d'origine, de situation économique, de race ou de religion, ils ont beaucoup de choses à se dire – le projet est en cours. Ils ont ainsi appris à se connaître et à s'apprécier les uns les autres. Ils ont tendance à mettre leurs griefs de côté et sont devenus plus ouverts à la construction d'une vie commune où chaque partie s'épanouit.

Le Canada est un pays où les communautés se bâtissent au niveau de la base. Bien qu'il soit toujours difficile d'établir des comparaisons internationales, il semble que nous soyons un pays pionnier en raison des taux de bénévolat. Selon Statistique Canada, près de 8 Canadiens sur 10 âgés de plus de 15 ans sont engagés dans une forme ou une autre de bénévolat que ce soit formel ou informel, ce qui représente des milliards d'heures et une contribution significative à notre PIB[1].

Les perspectives ne sont pas très réjouissantes. Des statistiques récentes montrent que le secteur à but non lucratif au Canada est confronté à des difficultés lorsqu'il s'agit d'attirer et de retenir des bénévoles, près de deux tiers des organisations

1 Hahmann, Tara. « Volunteering counts: Formal and Informal contributions of Canadians in 2018 ». *Insights on Canadian Society*. Statistics Canada, April 23, 2021. https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2021001/article/00002-eng.pdf?st=adt5zOdv

étant confrontées à une pénurie[2]. Une partie de ce déclin est certainement liée à des préoccupations de santé publique, mais il peut aussi refléter une réticence à s'engager dans la communauté au sens large.

Notre programme politique devrait-il inclure une stratégie nationale sur le bénévolat ? Existe-t-il d'autres moyens d'inciter les Canadiens à agir ? Pourquoi ne pas donner aux individus et aux communautés les moyens de participer directement à la prise de décision et de jouer un rôle dans la mise en œuvre des solutions ? Qu'en est-il des programmes de développement communautaire, des opportunités offertes par le service volontaire, des échanges et autres possibilités de voyage à travers le Canada, en particulier pour les jeunes ? Cela permettrait-il de jeter les bases d'une meilleure compréhension?

Certains diront que cela rappelle trop la politique ratée de la « Big Society » initiée par le gouvernement Cameron au Royaume-Uni – un effort national visant à transférer la prise de décision au niveau local, à responsabiliser les citoyens et à renforcer la communauté. Il ne fait aucun doute que la *Big Society* n'a pas tenu ses promesses et que le gouvernement Cameron a discrètement abandonné l'initiative. Cet échec n'est toutefois pas dû au fait que l'idée d'un gouvernement désireux de faciliter le renforcement des communautés et d'encourager ses citoyens à s'engager dans des projets de développement local n'a pas été retenue par le gouvernement et d'encourager ses citoyens à s'engager dans la résolution des problèmes était intrinsèquement mauvaise. Elle a échoué parce qu'elle est devenue une excuse pour le gouvernement de l'époque pour réduire les dépenses et essayer d'en rejeter les coûts sur la société civile et sur des organismes privés moins onéreux[3].

Quelle que soit la forme spécifique, nous devons trouver un moyen de rassembler les gens et, dans notre pays de plus en plus divisé et polarisé, l'accent est mis sur les projets, les initiatives et le renforcement de la communauté, ce qui semble plus prometteur que le dialogue traditionnel du haut vers le bas.

Malgré nos problèmes et notre incapacité à les aborder, ne perdons pas espoir. La population canadienne semble toujours aussi compatissante et bienveillante. Toutefois, les dernières années ont été difficiles et certains signes indiquent que les choses pourraient avoir tendance à se fragiliser. L'avenir nous réserve de nombreux et sérieux défis, et le maintien et le renforcement d'un sentiment de compréhension et d'unité doivent être une priorité nationale. Nous devons reconnaître que le dialogue fait toujours partie de l'ADN canadien, tout en admettant qu'il y aurait éventuellement une nécessite d'y être repensé en ces moments de turbulence.

2 *Critical Lack of volunteers putting Canadian non-profit services at risk: Volunteer Canada.* CBC News. January 24, 2023. https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/volunteer-shortage-caanada-1.6723348; Statistics Canada. Table 33-10-0617-01, *Volunteers and challenges businesses face in volunteer recruitment and retention, fourth quarter of 2022.* https://doi.org/10.25318/3310061701-eng

3 See for example, Hélène Balazard, Robert Fisher, Matt Scott, « The 'big society' in the United Kingdom: privatization or democratisation of public services » *Revue française d'administration publique* 2017/3 (No 163) p. 507–520